

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (SG)
Service des ressources humaines
Sous-direction des politiques sociales et des conditions de travail -
Bureau SRH3C

Structure Régionale d'Appui PACA et Corse- action sociale, santé et
sécurité au travail
52, rue Liandier – 13 008 MARSEILLE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE RÉGIONAL RELATIF À LA COMMANDE DE JOUETS POUR LES
ARBRES DE NOEL POUR LES ENFANTS DES AGENTS DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS
EN REGIONS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR ET CORSE

Marché à procédure adaptée relevant du 3° de l'article R2123-1 du Code de la commande publique

Table des matières

ARTICLE 1 – SERVICE ACHETEUR.....	3
ARTICLE 2 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT ET NOMBRE DE TITULAIRES	3
ARTICLE 5 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 6 – DETAILS DES PRESTATIONS ATTENDUES	4
6-1 – Sécurité.....	4
6-2 – Catalogue dématérialisé personnalisé / Commande dématérialisée	4
6-3 – Emission des commandes	4
6-4– Conditions de livraison	5
6-5 – Service après-vente	6
ARTICLE 7 – PRIX DES PRESTATIONS ET MODALITES DE FACTURATION	6
7-1 – Prix.....	6
7-2 – Indexation des prix	7
7-3 Règlement des prestations.....	7
7-4 – Délais de paiement.....	7
7-5 – Avances.....	8
7-6 – Acompte	8
ARTICLE 8 - PENALITES.....	8
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	8
ARTICLE 10 – RESILIATION	9
ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES.....	9
ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES	9
12.1 Recours amiable	9
12.2 Recours contentieux.....	10
ARTICLE 13 – FICHES TECHNIQUES PAR LOT	10
13.1 Lot 1 : département de HAUTE-CORSE.....	10
13.2 Lot 2 : département des ALPES-MARITIMES	10
13.3 Lot 3 : département des BOUCHES-DU-RHONE	10
13.4 Lot 4 : département du VAR.....	10
13.5 Lot 5 : département de VAUCLUSE	10

ARTICLE 1 – SERVICE ACHETEUR

Le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, ci-après dénommés ministères économiques et financiers (MEF)
Secrétariat général – Service des ressources humaines
Sous-direction des politiques sociales et des conditions de travail
Représenté par la responsable de la Structure Régionale d'Appui des régions PACA et Corse

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre a pour objet la conception de catalogue papier et/ou électronique personnalisé, la fourniture, le conditionnement, et la livraison de jeux et jouets pour les enfants (âgés de 0 à 14 ans selon les départements) des agents des services du ministère de l'économie et des finances des régions Provence Alpes Côte d'Azur et Corse dans le cadre des Arbres de Noël des Délégations départementales d'actions sociales 2B,06, 13, 83 et 84.

ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé selon la procédure adaptée au titre du 3° de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 137 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises), et s'exécutera par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à 6 et R2162-13 à 14 du Code de la commande publique.

Ceux-ci pourront s'exécuter jusqu'à six (6) mois après la fin de l'accord-cadre, sous réserve que ces bons de commande aient été émis avant l'expiration de l'accord-cadre, pour assurer la continuité de la prestation.

ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT ET NOMBRE DE TITULAIRES

L'accord-cadre est alloté par département :

- Lot n° 1 : Haute-Corse (montant maximum 2 000 €)
- Lot n° 2 : Alpes-Maritimes (montant maximum 55 000 €)
- Lot n° 3 : Bouches-du-Rhône (montant maximum 40 000 €)
- Lot n° 4 : Var (montant maximum 15 000 €)
- Lot n° 5 : Vaucluse (montant maximum 25 000 €)

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an, reconductible trois (3) fois tacitement, soit quatre (4) ans au total.

Il prend effet à la date de notification.

ARTICLE 6 – DETAILS DES PRESTATIONS ATTENDUES

Pour chaque lot l'organisation peut être différente, les fiches techniques en fin de document sont à consulter pour répondre à la demande

6-1 – Sécurité

Tous les jeux et jouets livrés par le titulaire du marché devront être conformes à la réglementation européenne et nationale en vigueur notamment la directive relative à la sécurité des jouets du 8 mai 1988 et son décret d'application du 12 septembre 1989 et ses décrets modificatifs.

Le fabricant doit pouvoir prouver que chaque jeu ou jouet est conforme à la réglementation soit en cas de contrôle, soit à la demande de l'acheteur.

Qualité

Afin de justifier du niveau de qualité du processus de fabrication des produits, les candidats pourront :

- soit proposer un certificat attribué par un organisme certificateur ;
- soit justifier de l'existence d'un document qualité et de procédures.

Sous-traitance

La sous-traitance est interdite en fournitures.

Marquages obligatoires

Tous les jeux et jouets ou leurs emballages doivent porter le marquage CE, le nom ou la raison sociale ou la marque, ainsi que l'adresse du fabricant ou de son mandataire ou de l'importateur dans l'Union Européenne.

Les avertissements et indications de précaution d'emploi qui doivent être apposés pour certains types de jouets sont donnés dans les différentes normes EN71 et normes relatives aux jouets électriques.

6-2 – Catalogue dématérialisé personnalisé / Commande dématérialisée

Après sélection des jouets, Le candidat fournira un catalogue dématérialisé au format pdf qui sera transmis aux agents en veillant au poids du fichier.

Il est demandé au candidat de porter une attention particulière au visuel des jouets afin d'offrir une lisibilité maximale.

Un lien internet pour la gestion des choix de jouet par les agents est un plus.

Les fiches techniques concernant les spécificités des sites sont à consulter (annexes).

Chaque année, lors du renouvellement du marché, une demande similaire sera effectuée en indiquant les axes d'améliorations attendues en référence avec l'exécution du marché de l'année précédente.

6-3 – Emission des commandes

Le Pouvoir adjudicateur émet des bons de commande, au fur et à mesure de ses besoins, sur la base du bordereau des prix unitaires du marché.

La décision de commande de jouets est prise en instance départementale de dialogue social. Pour un département il est possible qu'il n'y ait pas de commande.

La procédure : une fois que chaque délégation a établi sa liste de jouets, le délégué envoie celle-ci au prestataire, par mail, sous la forme d'un tableau Excel comprenant la liste des jouets et leurs références.

Le prestataire transmet ensuite au délégué, son bon de commande comprenant le tarif HT et TTC.

Le délégué peut alors établir sa demande d'achat auprès de la structure d'appui. Un bon de commande

Chorus, indiquant le numéro d'EJ ainsi que le code service exécutant, sera alors transmis automatiquement au prestataire par mail à l'adresse mail indiquée.

6-4– Conditions de livraison

Chaque candidat décrit dans son offre son mode d'organisation.
Chaque lot ayant ses propres spécificités, les fiches techniques sont à consulter.

1.Emballage / étiquetage

Conditions d'étiquetage spécifiques à chaque lot : cf. fiche technique.
Conditions d'emballage spécifiques à chaque lot : cf. fiche technique.
Pour tous les lots : par dérogation de l'article 20.2.2 du CCAG, les emballages restent la propriété de la personne publique. Ils devront assurer une parfaite protection des fournitures.
Toute précaution devra être prise afin d'éviter toute détérioration durant le transport.

2.Transport

Frais de transport : Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG.
Risques inhérents au transport : Conformément à l'article 20 du CCAG, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

3.Lieux et dates de livraison

Les lieux de livraison seront indiqués sur les fiches techniques et sur chaque bon de commande émis par l'acheteur. Les livraisons se feront aussi bien en étage qu'en rez-de-chaussée.
Le fournisseur s'engage à livrer et affecter les articles commandés aux points de livraison, aux jours et heures indiqués.
Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.
Le titulaire est responsable des éventuelles détériorations causées lors d'une livraison et de toutes les conséquences directes ou indirectes d'une livraison non conforme.
A partir de la date de livraison, l'acheteur a 15 jours pour constater des éventuelles anomalies et demander au prestataire les mesures correctrices nécessaires.

4.Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison conformément aux articles 20.2 et 20.3 du CCAG/FCS qui devra être signé par le représentant de l'acheteur présent sur place.
Les bons de livraison devront être impérativement émargés par la personne représentant l'acheteur chargée de réceptionner les marchandises, cette dernière devra préciser : son nom, prénom, service de rattachement et apposer la date et sa signature.
Le titulaire sera tenu pour responsable de tout litige ultérieur en l'absence de ces indications sur les bons de livraisons.
Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG/FCS, les prestations de manutention inhérentes aux livraisons faisant l'objet du présent marché ne donneront lieu à aucune rémunération supplémentaire, ni par avenant.

5.Réception des livraisons

Vérification quantitative
Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG.
Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme soit au marché, soit à la commande ou au bon de livraison, le représentant de l'acheteur peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'elle prescrira.

Vérification qualitative

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du chapitre 5 du CCAG. Elles sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché ou de la commande.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées par le titulaire sur demande verbale ou écrite dans les délais fixés par le demandeur qui seront identiques ou inférieurs à ceux indiqués dans les fiches techniques jointes. Toutefois, celle-ci peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

Admission

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

6-5

Service après-vente

Le candidat décrit dans son offre la mise en place et les conditions d'intervention du service après-vente dans le cas d'une demande précise par le pouvoir adjudicateur.

Remplacement des jouets défectueux

Chaque lot ayant ses propres spécificités, les fiches techniques sont à consulter.

Cas des jouets indisponibles

Chaque lot ayant ses propres spécificités, les fiches techniques sont à consulter.

ARTICLE 7 – PRIX DES PRESTATIONS ET MODALITES DE FACTURATION

7-1 – Prix

Chaque année du marché, le titulaire fournira une planche de prix détaillée, organisée par gammes de prix moyens, incluant :

La désignation et la description des jouets proposés dans chaque gamme ;

Le prix unitaire HT et TTC pour chaque référence ;

Les références de jouets peuvent varier chaque année au sein de chaque gamme de prix, en fonction des besoins du client et des tendances du marché.

Pour les références reconduites, les prix pourront faire l'objet d'une indexation annuelle basée sur l'indice INSEE (cf art 7.2), sous réserve de justification écrite et d'accord préalable de l'acheteur public.

Les prix en euros, sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison indiqués sur les bons de commandes.

Conformément à la section 3 Prix du code de la commande publique, le marché est conclu à **prix unitaires et révisables**. Les prix seront fixés chaque année dans le respect des planches tarifaires établies entre les deux contractants.

7-2 – Indexation des prix

Pour les références identiques d'une année sur l'autre et sous réserve de justification écrite et d'accord préalable de l'acheteur public
les prix seront révisés selon les modalités suivantes :

$$P = P^{\circ} \frac{\text{INDICE } 010763977}{\text{INDICE}^{\circ} 010763977}$$

Dans laquelle : P = le prix révisé pour l'année N

P°= le prix d'origine

INDICE «010763977» = Indices de prix à la production – production de l'industrie pour les marchés français – Prix de base – jeux et jouets, publié par l'INSEE

Dernier indice mensuel définitif publié au moment de la révision.

INDICE ° «010763977» = Indices de prix à la production – production de l'industrie pour les marchés français – Prix de base – jeux et jouets, publié par l'INSEE –

Indice du mensuel de départ (dernier indice mensuel définitif publié au moment de la remise des offres).

Les indices paraissent sur le site «www.insee.fr», rubriques «indices et séries statistiques ».

7-3 Règlement des prestations

Les factures sont payées par virement bancaire effectué sur le compte désigné par l'attributaire

Le financement de ces dépenses est imputé sur les crédits suivants :

- Programme 218 (conduite et pilotage des politiques économique et financière)
- Centre financier : 0218-CESG-DR13
- Domaine fonctionnel : 0218-09-01

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite (en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP)
- le n° du service exécutant = n° Serv. Ex. (en haut à gauche du bon de commande à en-tête de la DRFIP=

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation (acompte, solde / objet) ;
- la date de notification du marché ;
- OU la date du bon de commande ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ;
- le prix total HT et le prix total TTC.

7-4 – Délais de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

7-5 – Avances

Aucune avance ne sera versée au titulaire du présent marché, dès lors que cette dernière ne revêt pas un caractère obligatoire conformément aux textes en vigueur (article 110 du *décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics*.)

7-6 - Acompte

Le marché ne donne lieu au paiement d'aucun acompte.

ARTICLE 8 - PENALITES

Si les prestations fixées dans le cadre de l'article 6 du présent document ne sont pas respectées, le titulaire encourt une pénalité calculée selon les modalités définies à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales / fournitures courantes et services (CCAG/FCS). Les pénalités peuvent être appliquées en cas de retard, non-conformité ou mauvaise exécution.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisant(s).

ARTICLE 10 – RESILIATION

Les clauses mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS sont entièrement applicables au marché.

En cas de résiliation prononcée pour faute du titulaire, le marché pourra être exécuté aux frais et risques de celui-ci. La résiliation peut être prononcée si les garanties complémentaires exigées au titre des capacités ou des assurances (Article 9) ne sont pas honorées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur le prix si les prestations fournies par le titulaire s'avèrent notoirement insuffisantes au regard des axes et objectifs fixés. Il en est de même si la réalisation effective de la prestation, telle que décrite dans le paragraphe F, n'a pas donné lieu à satisfaction.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas renouveler un lot en cas de souhait du département concerné de renoncer à l'octroi de jouets aux enfants suite à une décision de leur conseil départemental d'administration.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement dûment signé par les parties ;
- L'annexe financière complétée par le titulaire ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ; l'original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi ;
- Les bons de commande
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire présentée conformément au cadre de réponse prévu par le règlement de la consultation ; l'original conservé dans les archives de l'acheteur fait seule foi ;

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

Aucune indication, aucun document, ne peut engendrer des obligations au titre de la présente, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux parties, à l'exclusion des spécifications internes.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

12.1 Recours amiable

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa

décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : elisabeth.heraud@finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

12.2 Recours contentieux

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devra être porté **devant le tribunal administratif de Marseille** - 31, rue Jean-François Leca 13 235 MARSEILLE cedex 02

ARTICLE 13 – FICHES TECHNIQUES PAR LOT

13.1 Lot 1 : département de HAUTE-CORSE

13.2 Lot 2 : département des ALPES-MARITIMES

13.3 Lot 3 : département des BOUCHES-DU-RHONE

13.4 Lot 4 : département du VAR

13.5 Lot 5 : département de VAUCLUSE